

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

N° 01/052024

SMICTOM DU GIENNOIS

48, QUAI DE CHATILLON – BP 20005

45 501 GIEN CEDEX

TÉLÉPHONE : 02 38 05 06 75



PIÈCE 0 - Règlement de consultation (RC)

Passé en application des articles L2124-1 et 2 et R2161-2 à 5 du code de la commande publique

Pouvoir adjudicateur

Syndicat Mixte de Collecte et Traitement des Ordures Ménagères du Giennois

Représentant du pouvoir adjudicateur

M. Yves BOSCARDIN, Président du SMICTOM du Giennois

Objet de la consultation

MARCHE PUBLIC POUR LA COLLECTE DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES SUR LE TERRITOIRE DU SMICTOM DU GIENNOIS

Remise des offres

Date de remise des offres :

Le 17 juin 2024 à 12h00 au plus tard

Dépôt des offres

Dématérialisé sur le site : <https://webmarche.solaere.recia.fr/>

SOMMAIRE

1. OBJET DE LA CONSULTATION	4
1.1 Objet du Marché	4
1.2 Nomenclature communautaire	4
1.3 Durée du Marché.....	4
1.4 Type de Procédure	4
1.5 Allotissement.....	4
1.6 Division en tranches	5
1.7 Variantes.....	6
1.8 Négociation	7
1.9 Cautionnement et garanties exigées.....	7
1.10 Forme juridique de l'attributaire	7
1.11 Unité monétaire	7
1.12 Langue des candidatures et des offres	7
1.13 Durée de validité des offres	7
2. DOSSIER DE CONSULTATION	8
2.1 Contenu du dossier de consultation	8
2.2 Accès au dossier de consultation	8
2.3 Renseignements complémentaires.....	8
2.4 Modification de détail au dossier de consultation.....	8
2.5 Présentation des candidatures.....	9
2.6 Examen des candidatures.....	10
3. SELECTION DES OFFRES	11
3.1 Présentation des offres	11
3.2 Offres irrégulières ou incomplètes.....	14
3.3 Critères et pondération	14
3.4 Jugement des offres	15
3.5 Offre anormalement basse	18
3.6 Modalités de rectification des erreurs matérielles manifestes	18
3.7 Documents justificatifs et autres moyens de preuve exigibles du seul attributaire pressenti	18
4. VISITES SUR SITES	19
5. CONDITION D'ENVOI DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	20

5.1	Modalités d’envoi et de remise des candidatures et des offres	20
5.2	Copie de sauvegarde	21
5.3	Signature des documents transmis par les candidats	21
6.	PROCEDURES DE RECOURS	22

1. Objet de la consultation

1.1 Objet du Marché

Le SMICTOM du Giennois regroupe plus de 53 500 habitants au sein de 43 communes. Situé dans la Région Centre-Val de Loire dans le département du Loiret, le syndicat est qualifié de Rural avec Centre-ville. Les deux principales villes de plus de 5 000 habitants, Gien et Briare sont entourées de communes de taille plus petite où l'habitat individuel est très majoritaire.

Le SMICTOM du Giennois assure la compétence « collecte » déchets sur l'ensemble de ces 43 communes.

La compétence « Traitement » est assurée par le SYCTOM de Gien et Châteauneuf sur Loire.

Le présent Marché (ci-après « le Marché ») a pour objet la collecte et l'évacuation des déchets et assimilés.

1.2 Nomenclature communautaire

MARCHÉ	CLASSIFICATION PRINCIPALE
Collecte séparative	90511200-4 : Services de collecte des ordures ménagères

1.3 Durée du Marché

La date de démarrage des prestations faisant l'objet du Marché est fixée au **1^{er} janvier 2025**.

La durée d'exécution du marché est de huit (8) ans, soit quatre-vingt-seize (96) mois, à compter de la date de démarrage des prestations.

La date de fin de marché est fixée au **31 décembre 2032**.

1.4 Type de Procédure

La présente consultation est une **procédure d'appel d'offres ouvert** régie notamment par les articles R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

1.5 Allotissement

Le Marché n'est pas alloti.

La dévolution en lots séparés est en effet de nature à rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations. La mutualisation des moyens de collecte permet d'optimiser les services au bénéfice du SMICTOM. De plus, la constitution d'un seul lot permet une cohérence territoriale pour le service de collecte des déchets.

1.6 Division en tranches

Le Marché contient une (1) tranche ferme et sept (7) tranches optionnelles.

La tranche ferme se décompose comme suit :

PRESTATIONS DE COLLECTE DES BACS AU PORTE À PORTE	PRESTATIONS DE COLLECTE EN POINTS D'APPORT VOLONTAIRE	PRESTATIONS DE LAVAGE
<ul style="list-style-type: none">- Des ordures ménagères résiduelles ;- Des emballages et papiers en mélange.	<ul style="list-style-type: none">- Des conteneurs d'emballages et papiers en mélange ;- Des conteneurs de verre.	<ul style="list-style-type: none">- Lavage de l'intérieur et extérieur des colonnes ;- Lavage des bacs roulants.

Des prestations particulières non prévues au service de base peuvent également être effectuées si les nécessités du service s'en font sentir. Elles peuvent comprendre :

- Lavage supplémentaire d'un point d'apport volontaire
- Lavage supplémentaire de bacs
- Mise à disposition d'une benne et 1 équipage de 1 chauffeur et 2 ripeurs
- Mise à disposition d'une mini-benne et 1 équipage de 1 chauffeur et 1 ripeur
- Mise à disposition d'un camion hayon et 1 équipage de 1 chauffeur et 1 ripeur
- Entretien et déplacement des colonnes d'apport volontaire

- **Tranche optionnelle n°1 :**

La tranche optionnelle n°1 porte sur la lecture RFID des bacs OMr en cas de passage à la tarification incitative (à la levée).

La tranche optionnelle n°1 est conditionnée par le choix du syndicat de faire évoluer son mode de financement vers une tarification incitative. La tranche optionnelle pourra ainsi être mise en œuvre dès le 1^{er} janvier 2025 au plus tôt, et jusqu'au 31 décembre 2032 fin du présent marché. Le Titulaire sera informé, dans un délai minimum de six (6) mois, de l'activation de la tranche optionnelle par courrier recommandé avec accusé de réception, adressé par le Maître d'Ouvrage. Ce courrier stipulera la date d'activation de la tranche.

- **Tranche optionnelle n°2 :**

La tranche optionnelle n°2 porte sur la prestation de collecte en porte à porte des biodéchets en bacs individuels et bacs sous abris-bacs.

La tranche optionnelle pourra ainsi être mise en œuvre dès le 1^{er} janvier 2025 au plus tôt, et jusqu'au 31 décembre 2032 fin du présent marché. Le Titulaire sera informé, dans un délai minimum de six (6) mois, de l'activation de la tranche optionnelle par courrier recommandé avec accusé de réception, adressé par le Maître d'Ouvrage. Ce courrier stipulera la date d'activation de la tranche.

- **Tranche optionnelle n°3 :**

La tranche optionnelle n°3 porte sur le lavage des bacs biodéchets.

La tranche optionnelle pourra ainsi être mise en œuvre dès le 1^{er} janvier 2025 au plus tôt, et jusqu'au 31 décembre 2032 fin du présent marché. Le Titulaire sera informé, dans un délai minimum de six (6) mois, de

l'activation de la tranche optionnelle par courrier recommandé avec accusé de réception, adressé par le Maître d'Ouvrage. Ce courrier stipulera la date d'activation de la tranche.

Tranche optionnelle 4 :

La tranche optionnelle n°4 porte sur le passage d'une fréquence de collecte des Ordures ménagères résiduelles de C2 à C1 sur l'hypercentre de Gien.

La tranche optionnelle pourra être mise en œuvre dès le début du marché, et jusqu'au 31 décembre 2032 fin du présent marché. Le Titulaire sera informé, dans un délai minimum de six (6) mois, de l'activation de la tranche optionnelle par courrier recommandé avec accusé de réception, adressé par le Maître d'Ouvrage. Ce courrier stipulera la date d'activation de la tranche.

Tranche optionnelle 5 :

La tranche optionnelle n°5 porte sur la réduction de fréquence de collecte des Ordures ménagères résiduelles de C1 à C0.5 sur le centre-ville de Gien.

La tranche optionnelle pourra être mise en œuvre dès le début du marché, et jusqu'au 31 décembre 2032 fin du présent marché. Le Titulaire sera informé, dans un délai minimum de six (6) mois, de l'activation de la tranche optionnelle par courrier recommandé avec accusé de réception, adressé par le Maître d'Ouvrage. Ce courrier stipulera la date d'activation de la tranche.

Tranche optionnelle 6 :

La tranche optionnelle n°6 porte sur le passage d'une fréquence de collecte des Ordures ménagères résiduelles de C1 à C0.5 sur le centre-ville de Briare.

La tranche optionnelle pourra être mise en œuvre dès le début du marché, et jusqu'au 31 décembre 2032 fin du présent marché. Le Titulaire sera informé, dans un délai minimum de six (6) mois, de l'activation de la tranche optionnelle par courrier recommandé avec accusé de réception, adressé par le Maître d'Ouvrage. Ce courrier stipulera la date d'activation de la tranche.

Tranche optionnelle 7 :

La tranche optionnelle n°7 porte sur la mise à disposition d'un dispositif technique d'amélioration du tri.

La tranche optionnelle pourra être mise en œuvre dès le début du marché, et jusqu'au 31 décembre 2032 fin du présent marché. Le Titulaire sera informé, dans un délai minimum de six (6) mois, de l'activation de la tranche optionnelle par courrier recommandé avec accusé de réception, adressé par le Maître d'Ouvrage. Ce courrier stipulera la date d'activation de la tranche.

1.7 Variantes

Le marché comporte une (1) variante facultative portant sur les véhicules utilisés pour la collecte au porte-à-porte.

Les candidats sont informés que la remise d'une solution de base est obligatoire avec une collecte au porte-à-porte en bennes mono-compartmentés.

Aucune autre variante n'est autorisée.

1.8 Négociation

Conformément aux dispositions de l'article R. 2161-5 du code de la commande publique, aucune négociation n'est prévue.

1.9 Cautionnement et garanties exigées

L'opérateur est dispensé de cautionnement.

1.10 Forme juridique de l'attributaire

Les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer à la procédure de passation du Marché.

Si le Marché est attribué à un groupement conjoint, le mandataire conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement ; la solidarité est en effet requise au regard du montant et de l'importance du Marché.

1.11 Unité monétaire

Euro.

1.12 Langue des candidatures et des offres

Français.

1.13 Durée de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 4 mois à compter de la date limite de remise des offres.

2. Dossier de consultation

Le dossier de consultation est accessible gratuitement sur le profil d'acheteur du SMICTOM du Giennois, dont l'adresse est précisée ci-après : <https://webmarche.solaere.recia.fr/>.

2.1 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

- Pièce 0 - Le présent règlement de consultation
- Pièce 1 - L'acte d'engagement et son annexe :
 - Bordereau des prix ;
- Pièce 2 - Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Pièce 3 - Le cahier des clauses technique particulières (CCTP)
- Pièce 4 - Le Détail Quantitatif Estimatif.

2.2 Accès au dossier de consultation

Le dossier de consultation est accessible gratuitement sur le profil d'acheteur du SMICTOM du Giennois, dont l'adresse est précisée ci-après : <https://webmarche.solaere.recia.fr/>.

Le dossier de consultation est en accès libre direct et complet conformément aux articles R. 2132-1 et R. 2132-2 du Code de la commande publique. Toutefois les opérateurs économiques sont invités à s'identifier sur notre profil d'acheteur afin d'être averti de toute modification ou compléments apportés au dossier de consultation.

Il ne sera donné suite à aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique.

2.3 Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir **au plus tard huit (8) jours avant la date limite de remise des offres leur demande écrite éventuelle**, via le profil d'acheteur dont l'adresse est mentionnée à l'article 1^{er} du présent règlement de consultation.

Seules les demandes adressées jusqu'à huit (8) jours avant la date limite de réception des offres feront l'objet d'une réponse de la part du pouvoir adjudicateur.

Une réponse sera adressée au plus tard six (6) jours avant la date fixée pour la réception des offres à tous les candidats ayant téléchargé le dossier.

Les candidats sont réputés tenir compte des réponses du pouvoir adjudicateur dans leur offre.

2.4 Modification de détail au dossier de consultation

Le SMICTOM du Giennois se réserve le droit d'apporter au plus tard six (6) jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite de remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.5 Présentation des candidatures

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles R.2143-3 et R.2143-4 du code de la commande publique

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner visés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise

Libellés
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise

Libellés
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat
Description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public

Pour présenter leur candidature, **les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat)**, disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le SMICTOM du Giennois.

En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

2.6 Examen des candidatures

Le SMICTOM du Giennois contrôlera :

- que les candidatures ont bien été reçues dans les délais impartis ;
- que les candidats satisfont aux conditions de participation décrites ci-avant ;
- que les candidats ne font pas l'objet d'une exclusion de la procédure de passation.

S'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le SMICTOM du Giennois peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de dix (10) jours ouvrés.

En application des dispositions de l'article R.2161-4 du code de la commande publique, le SMICTOM du Giennois se réserve la possibilité de procéder à l'analyse des candidatures après l'analyse des offres.

3. Sélection des offres

3.1 Présentation des offres

Il est attendu que le candidat produise les éléments suivants, pour son offre de base et pour sa variante, si remise de variante :

Libellés
L'acte d'engagement et son annexe : <ul style="list-style-type: none">- Bordereau des prix unitaires
Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE)
Un mémoire technique permettant d'apprécier la valeur technique de l'offre, présenté conformément à ce qui est dit ci-après.
L'attestation de visite datée et signée

Le CCAP et le CCTP sont des pièces réputées acceptées. Il n'est pas nécessaire de les renvoyer signées dans l'offre.

Le mémoire technique du candidat constitue son offre technique. Il constitue une pièce contractuelle du Marché et doit être présenté selon la nomenclature suivante :

Critères	Contenu technique de l'offre
Description de chaque prestation tenant compte des procédures et des modalités organisationnelles pour la collecte en porte à porte	<i>Le candidat présentera les éléments suivants :</i> <ul style="list-style-type: none">- Le candidat devra proposer son propre calendrier de collecte à l'exception de certains jours imposés par le SMICTOM et les moyens associés ;- Nombre de sorties de bennes en fonction des horaires, des jours, des secteurs et des flux de déchets avec les temps de collecte, de haut-le-pied, de vidage et le nombre de tours ;- Types de véhicules utilisés (gabarit, charge utile pour chaque flux) ;- Équipage ;- Organisation mise en place pour le rattrapage des jours fériés, avec à l'appui un calendrier de report des jours fériés pour l'année 2025.
Description de chaque prestation tenant compte des procédures et des modalités organisationnelles pour la collecte en apport volontaire	<i>Le candidat présentera les éléments suivants :</i> <ul style="list-style-type: none">- Moyens techniques de gestion et d'amélioration continue du service dont le candidat dispose afin d'organiser de manière optimale ses tournées de collecte et description du protocole, les outils et/ou les indicateurs qu'il utilise pour suivre le remplissage des colonnes ;- Calendrier prévisionnel de collecte et les moyens associés ;- Type de véhicule utilisé (gabarit, charge utile pour chaque flux) ;

Moyens et modalités de pilotage et dispositif de suivi des prestations et de traçabilité des déchets.	<p><i>Le candidat présentera les éléments suivants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - protocole en cas de défaillance du matériel d'identification des bacs et de signalement des anomalies à décrire (nombre d'appareils portatifs, de BOM relais équipées de lecteurs de puces) en cas d'activation de la TO1 ; - délai de collecte en cas de débordement constaté par le SMICTOM (à renseigner dans l'acte d'engagement) ; - description des modalités d'obtention de données fiables.
Rigueur du mode opératoire de vérification des déchets présentés à la collecte pour l'ensemble des flux (OM, MM, Verre, Biodéchets).	<p><i>Le candidat présentera les éléments suivants :</i></p> <p>Présentation du mode opératoire de vérification des déchets présentés à la collecte pour l'ensemble des flux.</p>
Gestion des événements particuliers (travaux, intempéries, grèves etc.) et des dysfonctionnements pendant les heures de collecte et en dehors.	<p><i>Le candidat présentera les éléments suivants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - description de l'organisation mise en œuvre pour assurer la continuité de service en cas de grève, travaux, intempéries et de dysfonctionnements pendant les heures de collecte et en dehors ; - une note sur les conditions d'entretien et de réparation des véhicules ; - une fiche détaillée précisant l'organisation de la permanence (horaires, moyens humains et matériels, interlocuteur et coordonnées : téléphone/télécopie/courriel).
Mesures prises en matière d'hygiène et de sécurité pour l'exécution du marché	<p><i>Le candidat présentera les éléments suivants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - description des EPI utilisés, gestion du lavage des EPI ; - description des procédures de lavage des véhicules ; - description de l'équipement des BOM pour assurer l'hygiène et la sécurité dans l'exécution du marché ; - procédure de sensibilisation à la sécurité ; - description des dispositifs permettant de signaler une manœuvre potentiellement dangereuse en cours.
Moyens matériels affectés à l'exécution du marché	<p><i>Le candidat présentera les éléments suivants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> – nombre et caractéristiques des matériels y compris des bennes de réserve (âge au démarrage des prestations, motorisation, caisson compacteur, simple ou double essieux) ;

	<ul style="list-style-type: none"> – tous les documents utiles à l’appréciation de la qualité du matériel qu’il se propose d’utiliser ; – moyens mis en place et les dispositions prises pour respecter l’interdiction de déversement des jus sur la chaussée ; – modalités d’adaptation de la taille des véhicules et de leur capacité aux besoins du marché ; – nombre de bennes de réserve spécifiées, adaptées et disponibilité ; – détail de tous les éléments liés à la signalétique. – pour l’apport volontaire : <ul style="list-style-type: none"> ○ le système de pesée proposé, ○ la précision de la mesure, ○ le mode d'acquisition des données, ○ le mode de transmission, ○ le lien avec les outils de suivi d'exploitation, ○ la méthode d’obtention des tonnages par borne en cas de panne.
Moyens techniques affectés à l’exécution du marché en matière de communication et de remontée d’informations	<p><i>Le candidat présentera les éléments suivants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> – description des outils d’exploitation des données ; – description des outils et des procédures mises en œuvre pour assurer la remontée des anomalies de collecte. – description des outils et des procédures mises en œuvre pour assurer la remontée des erreurs de tri en cas de mise en place de la TO7.
Moyens humains affectés à l’exécution du marché (nombre et qualification du personnel encadrant et œuvrant)	<p><i>Le candidat présentera les éléments suivants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> – distinction du service encadrement du service opérationnel, précision de l'affectation des responsables à ce marché ; – description de la formation et expériences des encadrants du marché ; – précision des ETP ; – précision de nombre et qualification du personnel.
Description de la formation pour les conducteurs et des équipiers de collecte	<p><i>Le candidat présentera les éléments suivants :</i></p> <p>Description des formations pour les conducteurs et les équipiers de collecte</p>

Critères	Contenu environnemental de l'offre
Performances environnementales et modes de propulsion des véhicules proposés par les candidats.	<p><i>Le candidat présentera les éléments suivants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - précision du mode de propulsion (y compris pour les unités de renfort); - présentation des caractéristiques environnementales des véhicules (y compris les unités de renfort) : impact environnemental du matériel roulant de chaque véhicule (Émissions de polluants ; estimatif de la consommation annuelle de carburant et lieu de ravitaillement prévu ; énergie utilisée pour les lève-conteneurs ; solutions techniques pour réduire l'impact environnemental, moyens mis en œuvre par le titulaire pour limiter les nuisances sonores en niveau et en durée).
Autres mesures prises par le candidat pour limiter l'impact des prestations sur l'environnement	<p><i>Le candidat présentera les éléments suivants :</i></p> <p>Moyens mis en place pour l'imiter l'impact des prestations sur l'environnement.</p>

3.2 Offres irrégulières ou incomplètes

À peine d'irrégularité, le candidat **est tenu de se conformer** au cadre de présentation exposé ci-avant pour le rendu de son offre.

Conformément aux dispositions de l'articles L.2152-1 du code de la commande publique, le SMICTOM du Giennois écartera de l'analyse les offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

3.3 Critères et pondération

Conformément aux dispositions des articles L. 2124-2 et R. 2152-7 du code de la commande publique, le SMICTOM attribuera le Marché au candidat qui aura présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, en se fondant sur les critères pondérés suivants :

Le prix des prestations	La valeur technique de l'offre	La valeur environnementale de l'offre
45%	45%	10%

3.4 Jugement des offres

4.4.1 – Critères de notation des offres

CRITÈRE 1 – Prix des prestations – 45 %	
	<p>Le prix correspond au total indiqué dans le montant total du DQE et est exprimé en € HT sur la durée du Marché.</p> <p>La notation du critère prix est calculée à partir de la formule suivante :</p> $NF = 100 * (M_{\min} / M_{\text{éval}})$ <p>NF : Note financière de l'offre évaluée M_{éval} : Montant total de l'offre évaluée M_{mint} : Montant de l'offre remise la moins disante</p>

CRITÈRE 2 – Valeur technique de l'offre – 45%		
Le candidat qui présente la meilleure offre sur chacun des sous-critères ci-dessous obtiendra la note maximale du sous-critère		
Sous-critères	Appréciation du sous-critère	Note maximale
ORGANISATION GÉNÉRALE DE LA PRESTATION		60
Description de chaque prestation tenant compte des procédures et des modalités organisationnelles pour la collecte en porte à porte	Clarté, efficacité et cohérence de l'organisation proposée	15
Description de chaque prestation tenant compte des procédures et des modalités organisationnelles pour la collecte en apport volontaire	Clarté, efficacité et cohérence de l'organisation proposée	15
Moyens et modalités de pilotage et dispositif de suivi des prestations et de traçabilité des déchets	Exhaustivité du protocole et moyens employés en vue de garantir un suivi des prestations et une traçabilité des déchets	10
Rigueur du mode opératoire de vérification des déchets présentés à la collecte pour l'ensemble des flux (OM, MM, Verre, Biodéchets)	Qualité des procédures de vérification et diversité des moyens mis en œuvre pour assurer la validation des déchets présentés à la collecte pour tous les flux.	5
Gestion des évènements particuliers (travaux, intempéries, grèves etc.) et des dysfonctionnements pendant les heures de collecte et en dehors.	Qualité des procédures de gestion des évènements et diversité de moyens mis en œuvre pour assurer la continuité de service	10

Sous-critères	Appréciation du sous-critère	Note maximale
Mesures prises en matière d'hygiène et de sécurité pour l'exécution du marché	Qualité et pertinence des dispositions prises en vue d'assurer une amélioration de la sécurité et de l'hygiène tout au long de l'exécution du Marché	5
MOYENS TECHNIQUES		25
Moyens matériels affectés à l'exécution du marché	Adaptation de la flotte des véhicules aux besoins du marché (pertinence de la taille des véhicules utilisés, capacité d'adaptation aux besoins du Marché etc.)	15
Moyens techniques affectés à l'exécution du marché en matière de communication et de remontée d'informations	Qualité et adéquation des moyens employés par rapport aux besoins de communications et de remontées d'informations	10
MOYENS HUMAINS		15
Moyens humains affectés à l'exécution du marché (nombre et qualification du personnel encadrant et œuvrant)	Qualité de l'encadrement et de l'organisation mise en œuvre en termes d'opérationnalité Adéquation des moyens humains employés avec les moyens techniques employés	10
Description de la formation pour les conducteurs et des équipiers de collecte	Qualité des formations mises en œuvre pour maximiser la compétence des agents	5
TOTAL		100

CRITÈRE 3 – Valeur environnementale de l'offre – 10%

Le candidat qui présente la meilleure offre sur chacun des sous-critères ci-dessous obtiendra la note maximale du sous-critère

Sous-critères	Appréciation du sous- critère	Note maximale
Performances environnementales et modes de propulsion des véhicules proposés par les candidats.	Performance environnementale des véhicules	50
Autres mesures prises par le candidat pour limiter l'impact des prestations sur l'environnement	Qualité et diversité des moyens employés	50
TOTAL		100

4.4.2 – Précisions complémentaires quant à la notation des offres**4.4.2.1 Appréciation et notation des critères techniques**

Les candidats sont informés que les notes pondérées des critères et des sous-critères techniques seront attribuées en tenant compte de l'échelle de notation suivante :

Appréciation	Points attribués
Très satisfaisant	1
Satisfaisant	0.75
Assez satisfaisant	0.5
Peu satisfaisant	0.25
Insatisfaisant	0

4.4.2.3 Note finale

La note finale du candidat est obtenue selon la formule suivante :

$$\text{Note finale (sur 100)} = (\text{note Prix} \times 0,45) + (\text{note Valeur technique} \times 0,45) + (\text{note valeur environnementale} \times 0,1)$$

Le candidat obtenant la meilleure note sera classé 1^{er} et sera donc proposé à l'attribution en commission d'appel d'offres.

3.5 Offre anormalement basse

Conformément à l'article L.2152-5 du code de la commande publique, dans le cas où leur offre paraîtrait anormalement basse, les candidats devront être en mesure de fournir toutes les justifications sur la composition de l'offre qui leur seront demandées.

Si les informations fournies ne permettent pas au candidat de justifier son prix, l'offre sera rejetée.

La détection d'offres éventuellement anormalement basses est organisée de la façon suivante :

- Incohérence du prix par rapport aux prescriptions du Marché ;
- Incohérence du prix de l'offre par rapport aux estimations du SMICTOM ;
- Incohérence du prix de l'offre par rapport aux autres offres reçues ;
- Incohérence des moyens mis en œuvre par rapport aux prescriptions du Marché ;
- Incohérence au vu des obligations sociales qui s'imposent aux soumissionnaires.

Si les indices précédents n'ont pas permis de détecter une offre anormalement basse, il pourra être établi une formule d'identification des offres potentiellement anormalement basses, calculée à partir des prix de l'ensemble des offres.

3.6 Modalités de rectification des erreurs matérielles manifestes

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur l'état dans le bordereau des prix prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant indiqué dans le détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence.

Le SMICTOM du Giennois peut inviter le candidat concerné à rectifier l'offre sans que le candidat puisse alors en modifier la teneur, sauf dans le cas exceptionnel où il s'agit de rectifier une erreur purement matérielle d'une nature telle que nul ne peut s'en prévaloir de bonne foi dans l'hypothèse où le candidat verrait son offre retenue.

3.7 Documents justificatifs et autres moyens de preuve exigibles du seul attributaire pressenti

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique.

Le délai imparti par l'acheteur pour remettre ces documents sera de 10 jours ouvrés à compter de la réception de la lettre d'information au candidat retenu.

Si le candidat retenu a fourni ces justificatifs à l'appui de sa candidature, il ne sera pas tenu de les transmettre à nouveau lors de l'attribution. Dans le cas où ces pièces ne pourraient pas être produites dans les délais impartis, la candidature sera déclarée irrecevable et le candidat éliminé (article L. 2141-2 du Code de la commande publique). L'acheteur retiendra le candidat ayant présenté l'offre classée immédiatement après au regard des critères de jugement, suivant la même procédure.

4. Visites sur sites

Les candidats qui soumissionnent pour cet accord-cadre ont l'obligation de visiter les installations concernées par la présente consultation avant la remise de leur offre (aire de regroupement et locaux administratifs / garage).

Dates de visite obligatoire :

- Jeudi 23 mai 9h-12h et 14-16h
- Lundi 27 mai 9h-12h et 14-16h
- Mercredi 29 mai 9h-12h et 14-16h

Le lieu de rendez-vous est fixé à l'adresse suivante : lieu-dit les Gâtines 45500 Arrabloy (coordonnées GPS : [47.697446, 2.735074](https://www.google.com/maps/place/47.697446,2.735074)).

Les visites seront collectives. Les candidats devront confirmer leur présence et convenir d'un créneau avec la collectivité en envoyant un message au SMICTOM via la plateforme : <https://webmarche.solaere.recia.fr/>.

Il est demandé au candidat d'apporter pour la visite les EPI conformes à une visite de chantier (casque, chaussures de sécurité, gilet haute visibilité).

Après la visite, le candidat recevra un document de visite de la part des services du SICTOM qu'il conviendra de joindre à l'offre. Le candidat qui ne participe pas à cette visite verra son offre déclarée irrégulière.

5. Condition d'envoi des candidatures et des offres

5.1 Modalités d'envoi et de remise des candidatures et des offres

Les candidats ont l'obligation de déposer leurs candidatures et leurs offres exclusivement de manière dématérialisée.

La transmission dématérialisée est effectuée via le profil d'acheteur suivant :

<https://webmarche.solaere.recia.fr/>

Cette transmission devra être effectuée avant les date et heure indiquées sur la page de garde du présent document.

Les frais d'accès au réseau sont à la charge des candidats. Chaque transmission dématérialisée fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Il est rappelé que seule la transmission électronique complète avant l'heure limite de réception constitue une candidature ou une offre électronique remise dans les délais. Une candidature ou une offre électronique, en cours de transmission au moment de l'heure limite de réception des candidatures, constitue une candidature ou offre reçue hors délai.

Les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont adressées ou transmises successivement par un même candidat, seule la dernière reçue dans le délai fixé pour la remise des offres sera ouverte.

La présentation sur un support physique électronique n'est pas autorisée, sauf en ce qui concerne la copie de sauvegarde accompagnant une transmission électronique.

L'envoi des candidatures et des offres par voie postale ou leur remise contre récépissé **ne sont pas autorisés**.

Prescriptions relatives aux fichiers informatiques

Tout document ou support électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par le pouvoir adjudicateur sera réputé n'avoir jamais été reçu. Aussi, il est conseillé aux candidats d'utiliser un antivirus régulièrement mis à jour.

Par ailleurs, afin d'empêcher la diffusion des virus informatiques, les candidats ne doivent utiliser ni les exécutables (notamment les ".exe"), ni les "macros". Les formats de fichiers acceptés par le pouvoir adjudicateur sont les suivants : ".doc", ".docx", ".xls", ".xlsx", ".ppt", ".pptx", ".zip", ".pdf".

Règles de nommage des fichiers dans le cadre de la réponse du candidat

Les noms des fichiers transmis par le candidat doivent comporter à minima la dénomination commerciale abrégé du candidat. La dénomination des documents doit être le plus simple possible pour permettre à l'acheteur d'identifier le fichier sans devoir l'ouvrir.

5.2 Copie de sauvegarde

Les candidatures et offres électroniques peuvent être doublées d'une copie de sauvegarde. Les documents de la copie de sauvegarde sont soumis aux mêmes obligations que ceux transmis par voie électronique et en particulier la date et heure limites de remise des plis.

L'acheteur autorise les copies de sauvegarde sous forme de support physique électronique ou sous forme papier.

Formats autorisés en matière de support physique électronique : CD-Rom, DVD-ROM, clé USB.

Conditions d'envoi de la copie de sauvegarde :

Cette copie est transmise sous pli par voie postale ou par dépôt chez l'acheteur à l'adresse figurant sur la page de garde du présent règlement de consultation et dans les délais impartis pour la remise des plis.

Ce pli, fermé, doit mentionner « copie de sauvegarde » de manière claire et lisible, porter également le nom de l'opérateur économique candidat, l'identification de la procédure.

Conditions d'ouverture de la copie de sauvegarde :

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte par l'acheteur que dans les cas qui suivent : lorsque la candidature électronique contient un programme informatique malveillant ou virus; lorsque la candidature électronique est réceptionnée hors délai, si l'acheteur dispose d'éléments tangibles montrant que le pli a commencé à être transmis avant l'échéance de fermeture de la remise des plis et si la copie de sauvegarde est, elle, parvenue dans les délais ; lorsque la candidature électronique n'a pas pu être ouverte par l'acheteur. Lorsque la copie de sauvegarde n'est pas ouverte par l'acheteur, elle est détruite dès l'éventuel rejet de la candidature ou à l'issue de la procédure.

5.3 Signature des documents transmis par les candidats

La signature des éléments de l'offre y compris l'acte d'engagement **n'est pas obligatoire** au stade de la remise des offres.

Seule l'offre retenue sera signée avec le candidat attributaire.

Elle pourra se faire par signature électronique si le candidat retenu a mis en place cette procédure dans son entreprise. Dans le cas contraire, la signature sera manuscrite et le contrat sera numérisé.

En cas de groupement l'acte d'engagement sera signé par chaque membre du groupement ou par le mandataire dûment habilité par un document d'habilitation (copie de la convention de groupement ou acte spécifique d'habilitation). Ce document d'habilitation, transmis électroniquement à l'acheteur, est signé par les autres membres du groupement. Cette signature peut être électronique.

Elle peut aussi être manuscrite et le document d'habilitation scanné, dans ce cas l'original pourra être exigé par l'acheteur en cas d'attribution.

Pour rappel, les formats de signature acceptés sont les formats XAdES, PAdES, CAdES. La signature électronique doit être une signature électronique au minimum avancée reposant sur un certificat qualifié conforme au règlement eIDAS. Toutefois, les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application du RGS restent valables jusqu'à leur expiration.

6. Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est le suivant :

Tribunal Administratif Orléans
28 rue de la Bretonnerie
45 057 ORLEANS
Téléphone : 02 38 77 59 00
Télécopie : 02 38 53 85 16
Courriel : greffe.ta-orleans@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du code de justice administrative, et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du code de justice administrative, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du code de justice administrative.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du code de justice administrative, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- Recours de pleine juridiction, ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux (2) mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.